

**PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION du DEVELOPPEMENT  
DURABLE et des POLITIQUES  
INTERMINISTERIELLES**  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et de l'Environnement

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**N° 2009/214**

VU le livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;

VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 modifié relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-201 du 20 février 2008 autorisant la société NANCY ENERGIE à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28 rue Joseph Florentin sur le territoire de la commune de NANCY ;

VU le rapport du 18 février 2009 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT le non-respect des dispositions de l'article 60-6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-201 du 20 février 2008 autorisant la société NANCY ENERGIE à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi que d'une installation de cogénération au 28 rue Joseph Florentin sur le territoire de la commune de NANCY ;

CONSIDERANT que le non-respect des dites dispositions constitue un manquement aux obligations réglementaires de l'exploitant et qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

La société NANCY ENERGIE sise 28 rue Joseph Florentin à NANCY, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté, de régulariser sa situation au regard des obligations lui incombant au titre de l'article 60-6 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-201 du 20 février 2008.

### Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### Article 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### Article 4

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Monsieur le directeur de la société NANCY ENERGIE

Et dont copie sera adressée à :

M. le Maire de NANCY

NANCY, le 27 FFV. 2009

le préfet,

Le sous-préfet chargé de l'économie sociale  
et du développement économique

Michel JEANNEY